



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics - Bureau Achats**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION DAF_2023_002036

Appel d'offres ouvert (AOO)

(art. L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du CCP)

Relatif à

La fabrication, la livraison et l'installation de mobiliers métalliques au profit des organismes soutenus par le Service du Commissariat des Armées en France, métropolitaine, Corse comprise et en Allemagne.

DATE ET HEURES LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

(ET DES ECHANTILLONS) :

5 MAI A 11H00, DELAI DE RIGUEUR

La signature électronique n'est requise pour aucun document au moment du dépôt de l'offre, mais elle le sera pour l'entreprise qui sera retenue

INFORMATIONS PRELIMINAIRES

Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07

N° SIRET de la PFC-SE : 130 015 365 00013 /

N° SIRET de l'Etat : 110 002 011 00044

N° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365

Code APE : 8422Z Défense

IMPORTANT

POINTS DE VIGILANCE DEMATERIALISATION ET SIGNATURE ELECTRONIQUE

La passation de la présente consultation est dématérialisée et le seul support de communication et moyen de transmissions, (demandes d'informations...) est la [Plate-forme des Achats de l'Etat](#) (PLACE).

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci. Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse, son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, dans le cas où le délai initial mentionné par le pouvoir adjudicateur, n'est pas expiré.

Les candidats doivent s'assurer des courriers reçus via la PLACE (« spam » courriers « indésirables »). En cas de changement de coordonnées téléphonique, postale ou messagerie, le candidat devra avertir la PFC SE.

Depuis le 1er octobre 2018, les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois les certificats de signature conforme au RGS** ou équivalent émis avant le 1er octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

L'annexe au présent Règlement de la Consultation « Dépôt dématérialisé et signature électronique » présente les modalités à respecter par les candidats liés à la dématérialisation ainsi qu'à la signature électronique.

Pour le dépôt des plis (candidatures, offres) les modalités de transmission sont précisées à l'article 7.1 du présent règlement de consultation.

Les candidats veilleront spécialement à :

- Produire dans leur offre respective, et notamment dans leur mémoire technique, l'intégralité des renseignements requis tels que définis à l'article 7.1.2 du présent règlement particulier de consultation.
- Utiliser les documents mis à leur disposition dans le dossier de consultation des entreprises, et en particulier le cadre de mémoire technique lorsque celui-ci leur est imposé.

Tout manquement aux règles ci-dessus est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre au motif de sa non-conformité au règlement de la consultation.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	4
2-1 MODE DE PASSATION ET FORME DE LA CONSULTATION.....	4
2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHE	4
2-3 ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHE.....	4
2-4 TRANCHES	4
2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES	4
2-7 PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
2-8 VISITE DES SITES	4
ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE	6
4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	6
4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	6
ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION.....	6
ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	7
6-1 CONTENU DES PRIX	7
6-2 FORME ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS.....	7
7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE	7
7-2 ECHANTILLONS	11
7-3 DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS	14
7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	14
ARTICLE 8- ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS	14
8-2- ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES	14
8-3 JUGEMENT DES OFFRES.....	14
8-4 NEGOCIATION	16
8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION	17
ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	17
ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	18
ARTICLE 11- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fabrication, la livraison et l'installation de mobiliers métalliques au profit des organismes soutenus par le Service du Commissariat des Armées en France métropolitaine, Corse comprise et en Allemagne.

Code CPV : 39143100-7 – Mobilier de chambre à coucher

Lieu d'exécution des prestations : Métropole, Corse et Allemagne

ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2-1 MODE DE PASSATION ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation est **un appel d'offres ouvert** passé selon les dispositions des articles R.2161-2 à 5 du Code de la Commande publique.

La présente consultation prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHÉ

La durée d'exécution de la présente consultation court à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 48 mois.

2-3 ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHÉ

Cette procédure est allotie en 2 lots comme ci-après :

LOTS	INTITULES	MONTANTS ESTIMATIFS DUREE TOTALE EN € HT	MONTANTS MAXIMUM PAR LOT SUR LA TOTALITE EN € HT
1	Lits et caissons	5 050 000 € HT	6 550 000 € HT
2	Armoires et rehausses	17 100 000 € HT	22 250 000 € HT

Soit un montant total maximum, tous lots confondus, de 28 800 000,00 € HT sur la durée totale (période ferme).

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre distinct.

Chaque candidat pourra soumissionner pour un lot voire la totalité des lots.

2-4 TRANCHES

Sans objet.

2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES

La consultation n'est pas réservée à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

2-6 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-7 PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ne sont pas autorisées.

2-8 VISITE DES SITES

Sans objet.

ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur, la PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation est composé des documents suivant :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - RC_ANX_1_Attestation d'identification de l'Offre
 - RC_ANX_2_Dépôt dématérialisé et signature électronique
 - RC_ANX_3_Label_UAF (Mesure du plan ACTION PME du ministère des Armées, le label UAF a été créé pour favoriser l'accès des PME et ETI à de nouveaux marchés)
- Le CCAP et ses annexes
 - CCAP_ANX_1_Constat de service fait
 - CCAP_ANX_2_Charte RFAR
 - CCAP_ANX_3_SE
- Le CCTP et ses annexes
 - CCTP_ANX_1_Coloris
 - CCTP_ANX_2_Fiche produit lits métalliques démontables
 - CCTP_ANX_3_Fiche produit caissons 2 tiroirs pour lits
 - CCTP_ANX_4_Fiche produit armoires modulaires
 - CCTP_ANX_5_Fiche produit rehausses d'armoires modulaires
 - CCTP_ANX_6_Fiche produit armoires de service
- L'AE et ses annexes
 - AE_ANX_1_BPU Métropole/Corse/Allemagne_ LOT1 Lits et caissons
 - AE_ANX_1_BPU Métropole/Corse/Allemagne_ LOT2 Armoires et rehausses
 - AE_ANX2_Fiche technique valant AE_LOT1 Lits et caissons
 - AE_ANX2_Fiche technique valant AE_LOT2 Armoires et rehausses

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications au dossier de consultation (DCE) au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis, les candidats devront répondre sur la base du DCE ainsi modifié, le cas échéant, sans pouvoir élever de réclamation.

3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION

Pendant la consultation, les candidats peuvent poser des questions uniquement via la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats pourront poser des questions jusqu'à dix (10) jours calendaires inclus avant la date limite de remise des plis dernier délai.

Le pouvoir adjudicateur pourra répondre aux questions jusqu'à six (06) jours calendaires inclus avant la date de remise des plis dernier délai.

ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE

4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Les modalités de présentation de sous-traitant sont définies aux articles R.2193- 1 à 2 du Code de la Commande Publique.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement peut être présentée :

- soit par le candidat lors de la remise de son offre ;
- soit par le titulaire du marché au cours de l'exécution de celui-ci

La sous-traitance totale est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance, pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Ils indiqueront clairement dans l'acte d'engagement, le nom et la qualité du mandataire. Chaque entreprise du groupement produira l'intégralité des documents exigés dans la candidature à l'exception de la lettre de candidature (DC 1) ou DUME qui sera joint au dossier du mandataire.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre (Art. R. 2142-25).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le groupement est :

- conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement (article R.2142-24 du code de la Commande Publique).

ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/MI relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord-cadre.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

6-1 CONTENU DES PRIX

Le candidat est informé que le présent accord-cadre est conclu en euros.

Les modalités applicables au délai de paiement et au mode de règlement sont précisées dans le CCAP applicable à l'accord-cadre.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales H.T et TTC.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer les prix hors TVA, frais de douane compris.

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont décomposés conformément à l'article 8.1 du CCAP.

Les prix sont réputés comprendre :

- le prix des articles ;
- toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement les fournitures ;
- les frais afférents :
 - o au conditionnement, au stockage, à l'emballage ;
 - o aux mises en conformité, aux traitements ;
 - o au coût de la main d'œuvre ;
 - o à l'assurance ;
 - o au transport jusqu'au lieu de livraison indiqué sur les bons de commande et ce quel que soit le type d'expédition choisi et les opérations de chargement, déchargement et installation s'il y a lieu ;
 - o à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6-2 FORME ET REVISION DES PRIX

Les prix sont définitifs, unitaires et révisables selon les dispositions citées à l'article 8 du CCAP.

ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS

7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Dans le cadre de la présente procédure, **seules les candidatures et offres présentées par voie électronique seront étudiées.**

Aucun pli papier ne sera accepté.

La procédure de réponse par voie électronique est détaillée dans le guide de la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'envoi d'un pli par voie électronique nécessite une inscription préalable.

Les documents de la candidature et de l'offre seront rédigés exclusivement en langue française.

Dans le cas où un candidat souhaiterait compléter ou modifier un dossier déjà transmis, il devra transmettre à nouveau un dossier complet avant la date limite de réception des plis. Seule la dernière offre transmise sera examinée par l'administration.

Dans le cas contraire le pouvoir adjudicateur rejettera à la fois la candidature et l'offre de la société.

La transmission des documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés ci-après est obligatoire.

7-1-1 Composition du dossier de candidature

Les pièces du dossier de candidatures seront uniquement à fournir par le(s) seul(s) attributaire(s). Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, le marché public ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve qu'il produise l'ensemble des pièces listées ci-après, dans le délai qui lui sera imparti.

Le dossier de candidature de chaque candidat sera constitué des pièces suivantes :

- Un attestation d'assurance en cours de validité ;
- Les candidats peuvent présenter, pour tous les lots, leur candidature sous la forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) en renseignant le formulaire disponible sur le site de la PLACE ou sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le candidat renseignera tous les paragraphes le concernant et les alinéas suivants du paragraphe IV :

- Chiffre d'affaire global des 3 dernières années ;
- Chiffre d'affaire annuel moyen spécifique au domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre sur les 3 dernières années. Si la société est de création récente, préciser la date de création ;
- Effectif de la société (moyenne sur les 3 dernières années) ;
 - Nombre de cadres ;
 - Effectifs moyens annuels
- Moyens et capacité de production, outillage, matériels et équipements techniques disponibles pour l'exécution du marché ;

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le présent appel d'offres est passé en application du CCAG/MI (arrêté du 30 mars 2021). En conséquence, le dossier de candidature doit permettre de faire ressortir sans ambiguïté, au moyen de tout document, description et précisions jugés probants, la capacité technique des candidats et la disposition d'un outil de production.

- Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence.
- Existence d'une organisation basée sur un système d'assurance qualité :
 - soit en fournissant la copie certifiée conforme du certificat de système d'assurance qualité attribué par un organisme accrédité ;
 - soit en présentant un manuel d'assurance qualité, décrivant les dispositions générales prises par l'entreprise.
- Les candidats ne souhaitant pas utiliser le DUME doivent transmettre les mêmes éléments, à l'aide des documents suivants :
 - 1) la lettre de candidature (imprimé DC1) ;
 - 2) la déclaration du candidat (imprimé DC2) renseigné ;
 - 3) la délégation de pouvoir du dirigeant de la société, habilitant la personne qui signe tous les documents au titre de l'accord-cadre à engager la société, le cas échéant ;
 - 4) le dossier du sous-traitant, le cas échéant.
 - 5)

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le dossier de candidature devra impérativement indiquer, pour le correspondant en charge du dossier, un numéro de téléphone et une adresse mail valides. Cette dernière sera utilisée pour les informations et notifications dématérialisées via la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE).

En cas de groupement ou de sous-traitance, les renseignements d'ordre juridique devront être fournis par chaque cotraitant ou par chaque sous-traitant.

7-1-2- Composition du dossier d'offre

Pour chaque lot, le candidat doit fournir au titre de son offre technique et financière les éléments suivants :

- 1) L'attestation d'identification simplifiée fournie par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation (annexe 1 au RC_2023_002036) ;
- 2) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration sous format PDF et .XLS;
- 3) Les fiches techniques valant engagement
- 4) ent, à fournir obligatoirement sur le support de l'administration;
- 5) Une notice technique de montage ;
- 6) Les échantillons précisés à l'article 7-2 du présent RC ;
- 7) Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- 8) Un acte spécial de sous-traitance type DC4 où le candidat précisera la part des prestations qu'il entend sous-traiter, le cas échéant.
- 9) Tout document jugé utile à la compréhension de l'offre.

IMPORTANT :

L'attention des candidats est rappelée sur le fait que, lorsqu'aucune négociation n'est prévue, toute offre incomplète sera susceptible d'être écartée dès lors que le pouvoir adjudicateur décidera de ne pas mettre en œuvre la procédure de régularisation prévue à l'article du présent règlement de la consultation.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

7.1.3 Signature de l'offre

Par application de l'arrêté du **22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique**, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé conformément à ce qui est indiqué dans l'annexe « Dépôt dématérialisé et signature électronique »

Documents devant être signés électroniquement :

- **L'acte d'engagement** daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants)
- **DC4** en cas de sous-traitance signé par le titulaire et le sous-traitant

IMPORTANT :

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire au moment de son dépôt.

Seul l'attributaire pressenti, sera amené à signer électroniquement son offre (acte d'engagement) avant notification du marché.

Pour les modalités évoquées ci-dessus, les candidats veillent à respecter les recommandations ainsi que les consignes figurant dans l'annexe 1« Dépôt dématérialisé et signature électronique » du présent Règlement de la consultation.

7-1-4 - Contrôle sécurité

L'accès à une emprise du ministère des armées, du titulaire, des salariés du titulaire et du (ou des) sous-traitant(s) n'est pas de droit, mais celui-ci est subordonné aux résultats d'enquêtes administratives.

Pour ces enquêtes des documents spécifiques sont à fournir pour le contrôle de personne morale du candidat (et ses éventuels sous-traitants) et également pour le contrôle de personne physique de la (ou de toutes) personne(s) ayant à intervenir sur le lieu de la prestation (titulaire et sous-traitants).

Les soumissionnaires ou le ou les attributaire(s) pressenti(s) qui ne fournissent pas les documents ne peuvent pas se voir attribuer le marché.

Au stade de l'analyse des offres

Après le dépôt des offres, le bureau sécurité de la PFC-SE prend contact avec les soumissionnaires, par courriel, afin de procéder dans un premier temps, à l'enquête administrative « habilitation personne morale ».

Des documents types seront à fournir pour le (les) dirigeant(s) des établissements principaux, secondaires.

Il sera également demandé de fournir un extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés à jour (extrait Kbis).

Au stade de l'attribution

A l'issue de l'analyse des offres, le bureau sécurité de la PFC-SE prend contact avec le ou les attributaire(s) pressenti(s), afin de procéder à l'enquête administrative « habilitation de la personne physique ».

Des documents types seront à fournir pour chaque agent du titulaire devant accéder au site.

7-1-5-Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé portant les mentions :

<p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p> <p style="text-align: center;">« COPIE DE SAUVEGARDE »</p> <p>Fabrication, livraison et installation de mobiliers métalliques au profit des organismes soutenus par le Service du Commissariat des Armées en France métropolitaine, Corse comprise et en Allemagne.</p> <p style="text-align: center;">N°DAF_ 2023_002036</p> <p style="text-align: center;">LOT n° :</p> <p style="text-align: center;">NOM de la société :</p>

Transmise par voie postale, **sous pli recommandé avec accusé de réception** à :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON CEDEX 07

Ou

transmise par porteur, transporteur...
Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
22 avenue Leclerc
69007 LYON

aux heures ouvrables du service :

du lundi au jeudi ⇨ **9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures**
le vendredi ⇨ **9 heures - 11 heures**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde doit être conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et 13 du Code de la Commande Publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

7-2 ECHANTILLONS

7-2-1 Nature et destination des échantillons

Les candidats doivent présenter à la personne publique les échantillons désignés ci-dessous, obligatoirement accompagnés d'une fiche technique valant engagement (Annexe 2 - AE_Fiche technique valant AE).

Les échantillons sont définis comme l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres et font partie de l'offre du soumissionnaire. Ils font l'objet d'une évaluation au regard des critères énoncés à l'article 8.3.2 du présent RC et doivent se conformer aux spécifications définies au CCTP_2023_002036.

Lots	Désignation des échantillons	Quantité
1 Lits et caissons	Lit métallique démontable en 90 cm longueur 190 cm <i>(L'échantillon en 190cm sera représentatif des tailles 200 et 210cm)</i>	1
	Caisson 2 tiroirs pour lit en 90 cm	1
2 Armoires et rehausses	Armoire modulaire non démontable : ♦ Corps vertical 600 x 600	1
	♦ Corps vertical intermédiaire 300 x 600	1
	♦ Corps horizontal 1000 x 600	1
	♦ Panneau de finition	1
	Rehausse d'armoires modulaires non démontable : ♦ Rehausse en 1000 mm <i>(L'échantillon en 1000mm sera représentatif des tailles 600 et 900mm)</i>	1
	♦ Rehausse pour panneau de finition	1
	Armoire de service	1

Aucun candidat n'est dispensé de la présentation d'échantillons.

Tout dépôt incomplet entraînera le rejet de l'offre correspondante.

En l'absence totale ou partielle d'échantillons, ou en cas de dépôt hors délai, l'offre est considérée comme irrégulière et est rejetée.

Conformément au CCTP, tous les matériels délivrés au titre de l'accord-cadre seront des coloris définis dans l'Annexe 1 du CCTP.

Toutefois, **les échantillons confectionnés, présentés peuvent être réalisés dans un coloris différent.** Dans ce cas, **les candidats fournissent leur nuancier des coloris attendus pour l'exécution de l'accord-cadre** (Annexe 1 du CCTP). Une acceptation définitive du coloris sera faite ultérieurement avec le titulaire du marché avant la première mise en fabrication.

Les composants présentés devront avoir les mêmes caractéristiques que celles des composants que les industriels se proposent d'utiliser après attribution du marché.

7-2-2 Présentation des échantillons

Le colis portera obligatoirement la mention :

<p align="center">NE PAS OUVRIR</p> <p align="center">ECHANTILLON</p> <p align="center">Fabrication, livraison et installation de mobiliers métalliques au profit des organismes soutenus par le Service du Commissariat des Armées en France métropolitaine, Corse comprise et en Allemagne.</p> <p align="center">N°DAF_2023_002036</p> <p align="center">LOT n°:</p> <p align="center">NOM de la société :</p>
--

Les articles déposés à titre d'échantillons portent les marquages relatifs aux conditions d'emploi et aux dimensions. Aucune indication portée directement sur l'article ne doit permettre d'identifier le soumissionnaire.

Chaque échantillon sera obligatoirement accompagné :

- d'une Fiche Technique Valant Engagement (Annexe 2 à l'acte d'engagement),
- d'une étiquette amovible comportant les renseignements suivants :
 - o Raison sociale du candidat ;
 - o Référence du CCAP 2023_002036 ;
 - o Désignation de l'échantillon.

7-2-3 Livraison des échantillons

Les échantillons doivent être adressés ou déposés séparément des offres.

Les soumissionnaires prennent à leur charge :

- les matières et composants ;
- les frais de transport et de manutention ;
- le matériel et personnel nécessaire au déchargement des échantillons ;
- les formalités de droits et frais de douane nécessaires à l'envoi des échantillons, le cas échéant.

La livraison des échantillons s'effectue contre récépissé et uniquement sur rendez-vous.

Les candidats prendront impérativement rendez-vous au moins 72 heures avant la livraison par mail ou par téléphone, aux heures ouvrables du service :

Mme THIVOLLE : ☎ 04 37 27 37 45 - ✉ chrystel.thivolle@intradef.gouv.fr

Mme GIBERT : ☎ 04 37 27 33 71 - ✉ valerie.gibert@intradef.gouv.fr

Heures ouvrables du service :

du lundi au jeudi ⇒ 9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures

le vendredi ⇒ 9 heures - 11 heures

Les modalités et le lieu de livraison seront communiquées lors de la prise de rendez-vous.

7-2-4 Conservation des échantillons

Les échantillons acceptés avec ou sans réserve, correspondent à l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres et seront conservés par la personne publique.

En conséquence, lors de l'exécution et livraison des prestations, le niveau de qualité des produits livrés ne doit en aucun cas être inférieur à celui des échantillons présentés et retenus.

7-2-5 Récupération des échantillons après essais

Les échantillons devenus inutilisables par suite d'examens ou d'essais techniques ne peuvent donner lieu ni à paiement, ni indemnités par la personne publique.

Les échantillons non retenus, non détruits pour analyses ou non dégradés par les essais sont à reprendre par les candidats à leurs frais dans un délai de 60 jours suivant la publication de l'avis d'attribution. Passé ce délai, les échantillons non repris sont considérés abandonnés gratuitement à l'administration par les candidats. Les opérations éventuelles de manutention et chargement, lors de la reprise, sont à la charge du candidat.

Prendre impérativement rendez-vous pour la récupération, contre récépissé, des échantillons, au moins 72 heures avant :

☎ 04 37 27 37 45 - ✉ chrystel.thivolle@intradef.gouv.fr

☎ 04 37 27 33 71 - ✉ valerie.gibert@intradef.gouv.fr

7-3 DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS

Date et heure Limites de Réception des plis et des échantillons 5 MAI 2025 à 11h00

Les dossiers et les échantillons qui parviennent après les date et heure limites de dépôt ne seront pas pris en considération.

Les candidats doivent s'assurer de l'acheminement de leur dossier et des échantillons pour la date, l'heure et le lieu prévus.

7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à neuf (9) mois à compter de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 8- ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS

Les offres sont enregistrées dès leur réception dans leur ordre d'arrivée.

8-2- ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES

L'attributaire pressenti devra fournir les éléments listés à l'article 7-1-1 du présent règlement de la consultation afin de démontrer qu'ils disposent des capacités financières, techniques et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet du marché pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents cités à l'article 7-1-1 sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander au(x) candidat(s) pressenti de compléter le dossier de candidature dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

8-3 JUGEMENT DES OFFRES

8-3-1- Examen et régularisation des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8-3-2 Critères d'attribution

Pour chaque lot, l'analyse des offres sera effectuée comme suit :

- Analyse de la conformité et respect des exigences du CCP ;
- Et à partir des critères d'évaluation des offres tels qu'énoncés ci-dessous, avec leur pondération :

CRITERES	PONDERATION
<p><u>Critère n°1 : PRIX– 100 points</u></p> <p>Ce critère sera jugé sur 100 points, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Montant de l'offre au profit des organismes situés en France métropolitaine : 80 points- Montant de l'offre au profit des organismes situés en Corse : 10 points- Montant de l'offre au profit des organismes situés en Allemagne : 10 points <p>Et par application de la formule suivante :</p> <p>Note = Nbre de points X (montant le plus bas/montant de l'offre examinée)</p> <p>Le montant en € TTC de chaque offre est calculé sur la base de la configuration type retenue rapportée à la moyenne des prix unitaires TTC de chaque article livré et livré/monté/installé.</p> <p><u>Pour le lot 1, la configuration type retenue est :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- 1 lit en 190 + 1 caisson 2 tiroirs (Postes 1.1 et 1.4). <p><u>Pour le lot 2, la configuration type retenue est :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- 1 Armoire modulaire non démontable corps vertical 600 mm- 1 Armoire modulaire non démontable corps intermédiaire 300 mm- 1 Armoire modulaire non démontable corps horizontal 1000 mm- 1 Rehausse d'armoire modulaire non démontable en 900 mm- 1 Rehausse d'armoire modulaire non démontable en 1000 mm- 1 Armoire de service➤ (Postes 2.1, 2.2, 2.3, 2.6, 2.7 et 2.9).	<p>40 %</p>
<p><u>Critère n°2 : TECHNIQUE– 100 points</u></p> <p>Ce critère est apprécié, à l'aide des échantillons et des fiches techniques fournis, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Caractéristiques techniques : conception, assemblage, solidité, finitions (qualité de la peinture, soudure, plis...) : 60 points ;- Utilisation : facilité de montage, confort d'utilisation, modularité 20 points ;- Fonctionnalité : aménagement (tablettes, penderie, loqueteau...), préhension, nuisance sonore, dimensions (autres qu'imposées) : 10 points ;- Fiches produits : précision des descriptifs : 10 points. <p>Appréciation négative mineure : retrait de 0,5 à 1 point*</p> <p>Appréciation négative majeure : retrait de 1,5 à 5 points**</p> <p>Si note inférieure à 60 points /100 ou non-conformité pour l'un des matériels : élimination de la totalité de l'offre.</p>	<p>50 %</p>

<p><u>Critère n°3 : DELAI DE LIVRAISON – 100 points</u></p> <p>Ce critère sera jugé par application de la formule suivante, sur 100 points :</p> $100 \times \frac{D_{min}}{D}$ <p>Dmin = Délai de livraison de l'offre le moins élevé ; D = Délai de livraison de l'offre analysée.</p> <p>Le délai proposé ne peut pas être supérieur à 120 jours calendaires.</p>	5 %
<p><u>Critère n°4 : ENVIRONNEMENTAL – 100 points</u></p> <p>Ce critère est apprécié au regard des éléments fournis dans la Fiche technique Valant Engagement Annexe 2 de l'AE, sur 100 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité de recyclage et/ou reprise du matériel : 50 points ; - Recyclage des emballages ou utilisation d'emballages recyclés : 50 points. 	5 %

**Appréciation négative considérée comme mineure lorsqu'elle autorise l'utilisation des articles et n'en affecte pas l'usage.*

***Appréciation négative considérée comme majeure lorsqu'elle nuit à la présentation des articles et en limite l'usage.*

Les offres pour lesquelles les échantillons ne correspondent pas aux caractéristiques techniques précisées aux CCTP (non conforme pour au moins 1 des matériels), ainsi que les offres pour lesquelles la valeur technique d'au moins un des matériels est inférieure à 60/100 seront écartées.

Un classement sera ensuite établi dans l'ordre décroissant des notes totales obtenues. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera retenue.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

8-3-3 Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 du Code de la Commande Publique, une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Lors de la détection d'une offre anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Dans ce cadre, un courrier électronique sera adressé au candidat concerné afin de l'informer que son offre est suspectée d'être anormalement basse et apporter les éléments de réponses nécessaires dans le délai fixé.

Après examen attentif des informations fournies par le candidat pour justifier son prix, si ces éléments sont convaincants, l'offre pourra être requalifiée de « normale » en reconnaissant son caractère particulièrement compétitif.

En revanche, si les explications demandées ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable de l'offre eu égard aux capacités économiques, techniques et financières de l'entreprise et de démontrer que le marché ne peut pas être exécuté dans les conditions prévues, l'offre sera rejetée par décision motivée.

L'absence de réponse du candidat à la demande d'explications dans le délai fixé exclura de fait son offre.

8-4 NEGOCIATION

Sans objet.

8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION

a) Les exigences de candidatures précitées à l'article 7-1 du présent RC ;

b) Au visa des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;

Le marché est ensuite attribué au candidat dont l'offre sera classée première, sous réserve de l'obtention par le pouvoir adjudicateur des documents ci-dessous et dans le délai indiqué dans **la demande de l'administration**.

Les candidats sont dispensés de fournir ces documents s'ils sont accessibles gratuitement en ligne par l'acheteur public (mise à disposition d'informations administrée par un organisme officiel ou d'un espace de stockage). **Ce procédé suppose toutefois que les candidats fournissent l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques : sites, liens, codes.**

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats arrêtés au 31 décembre 2021 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés il doit produire en plus des documents énumérés ci-dessus et dans le même délai, les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

c) Acte d'engagement –ATTRI1

Dans le cas où le document ne serait pas transmis lors du dépôt de l'offre, **l'attributaire devra compléter et signer électroniquement** (personne habilitée ou mandataire en cas de groupement) le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement).

Si le candidat ne fournit pas les documents ci-dessus dans le délai prévu, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Les candidats sont avisés de l'attribution ou de la non attribution de l'accord-cadre.

Cette décision sera envoyée par l'intermédiaire de la PLACE, à charge aux candidats de relever leur messagerie, et éventuellement de vérifier dans leur boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant du Ministère des Armées.

ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire de l'accord-cadre sera payé par virement administratif effectué sur un compte ouvert dans **un établissement bancaire ou postal**.

Les comptables publics en charge du paiement figurent à l'Annexe 3 du CCAP.

ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LYON – 184, rue Duguesclin – 69003 LYON.

- ✓ **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).
- ✓ **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
- ✓ **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LYON.

ARTICLE 11- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire relatif à la présente consultation pourra être obtenu dans les conditions prévues au paragraphe « Informations préliminaires » ou auprès des services suivants :

INTERLOCUTEURS	BUREAUX	ADRESSE	TÉLÉPHONE
Acheteur : Mme THIVOLLE Chrystel chrystel.thivolle@intradef.gouv.fr	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Public Bureau achats Section marchés 3 BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.37.45
PME-PMI	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.05
Service Liquidation Mandatement	<u>Division Finances</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68
Comptables publics	Voir Annexe 3 du CCAP (SE)		